

**Arrêté n° 1417 CM du 23 octobre 2007 portant application de la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique**

(NOR : D1M0701929AC)

*Paru in extenso au journal officiel n°44 N du 01/11/2007 à la page 4167 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES*

Version en vigueur au 01/11/2007

Le Président de la Polynésie française,  
Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;  
Vu l'arrêté n° 3017 PR du 18 septembre 2007 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;  
Vu la délibération n° 2007-45 AT du 25 septembre 2007 portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique (APAC) ;  
Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 octobre 2007,

Arrête :

**Article 1er**

Par application de l'article 2 de la délibération portant création d'une aide à la production audiovisuelle et cinématographique susvisée, les projets éligibles sont définis comme suit :

- l'écriture de scénarii, de documentaires, de films de fiction ou d'animation de court ou long métrage, télévisés ou cinématographiques ;
- le développement ayant trait, notamment, aux recherches documentaires, aux repérages, aux déplacements en vue d'obtenir des accords de coproduction ;
- la réalisation et la production (tournage, figurants et acteurs, moyens techniques, etc.) ;
- les dépenses liées à l'organisation de manifestations ou d'évènements susceptibles de promouvoir ou de soutenir la diffusion de films audiovisuels ou d'œuvres cinématographiques.

**Art. 2**

En application de l'article 4 de la délibération n° 2007-45 AT du 25 septembre 2007 sont nommés membres de la commission consultative de l'APAC :

Au titre des organismes professionnels :

- le président de l'association tahitienne des professionnels de l'audiovisuel ;
- le président du syndicat des producteurs audiovisuels de Polynésie française.

Au titre des organismes de diffusion :

- le directeur régional du Réseau France Outre-mer de Polynésie française ;
- le directeur de Tahiti Nui Télévision (TNTV).

Les membres de la commission ont la faculté de se faire représenter.

**Art. 3**

Les personnes physiques qui sollicitent l'intervention de l'APAC devront justifier de leur expérience professionnelle ou d'une formation dans le domaine de la création audiovisuelle ou cinématographique.

Les entreprises et les personnes morales qui sollicitent l'intervention de l'APAC devront être immatriculées en Polynésie française et disposer d'un équipement technique répondant aux normes de production internationales.

**Art. 4**

Les critères sur la base desquels la commission prévue à l'article 3 de la délibération n° 2007-45 APF du 25 septembre 2007 susvisée émet son avis, sont les suivants :

- l'aptitude artistique et technique du porteur de projet ou de l'équipement qu'il prévoit de constituer ;
- l'originalité du sujet et la valorisation du patrimoine naturel et culturel de la Polynésie française dans toute sa diversité ;
- la qualité du traitement et la pertinence des choix techniques et artistiques ;

- l'adéquation du projet par rapport aux attentes des diffuseurs potentiels sur le plan international et local ;
- le recours aux moyens techniques et aux compétences présents localement et les retombées économiques locales en termes de dépenses de production et d'emplois.

#### **Art. 5**

Les demandeurs devront justifier des éléments figurant dans leur plan de financement, dans lequel les apports personnels ne devront pas être inférieurs à vingt pour cent (20 %) du montant global de l'investissement. Les projets qui ne présenteront pas des perspectives de diffusion suffisantes pourront être écartés. A cette fin, les dossiers de demandes comporteront, notamment, des lettres d'intention visées par un ou plusieurs diffuseurs professionnels reconnus. Dans le cas d'une coproduction, le demandeur fournira la copie du contrat liant les parties.

#### **Art. 6**

Les demandes d'aide sont formulées sur la base d'un imprimé disponible au service de développement de l'industrie et des métiers. Le dossier de demande comporte, notamment, les documents suivants :

- pour les entreprises et les personnes morales : un extrait KBIS délivré par le tribunal mixte de commerce ou, à défaut, l'attestation d'inscription au répertoire territorial des entreprises, la liste des équipements techniques, la liste des techniciens et autres intervenants et leurs statuts professionnels, le curriculum vitae de l'auteur, du réalisateur et du producteur ;
- pour les personnes physiques : un certificat de résidence, un curriculum vitae, les références professionnelles ;
- pour les projets de production : le scénario, le budget de production, le calendrier de tournage ou le plan de tournage mentionnant les lieux retenus ;
- un relevé d'identité bancaire.

#### **Art. 7**

Le versement de l'aide est effectué en deux fractions :

- la première, équivalente à quarante pour cent (40 %) du montant global de l'aide, à compter de la publication au Journal officiel de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution ;
- le solde, soit soixante pour cent (60 %), à compter de la remise des documents ou des supports techniques précisés dans l'arrêté d'attribution de l'aide.

#### **Art. 8**

Le vice-président, ministre des finances, du logement, des affaires foncières et du développement des archipels, porte-parole du gouvernement, et le ministre des petites et moyennes entreprises et de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 octobre 2007.

Par le Président de la Polynésie française :  
Pour le Président absent :  
Le vice-président,  
Antony GEROS.

Le vice-président, ministre des finances,  
du logement, des affaires foncières  
et du développement des archipels,  
Antony GEROS.

Le ministre des petites et moyennes entreprises  
et de l'industrie,  
Gilles TEFAATAU.